



## Résolution de l'Assemblée des délégués de l'Union suisse des paysans du 20 novembre 2008 à l'adresse du Conseil fédéral

### Non au libre-échange agricole avec l'UE !

**Les délégués de l'Union suisse des paysans (USP) invitent fermement le Conseil fédéral à abandonner sa stratégie exagérée d'ouverture des frontières, en relation notamment avec un accord de libre-échange agroalimentaire global avec l'Union européenne (ALEA). L'agriculture en subirait des dommages plusieurs fois supérieurs aux avantages pour les consommateurs. Personne au monde ne consacre moins de son revenu à son alimentation que les Suisses. Or, paradoxalement, l'argument principal c'est la faible économie pour le consommateur. Par ailleurs, l'atténuation des conséquences de cet accord exigerait des moyens financiers très importants, dont la disponibilité est plus que douteuse. En lieu et place d'un ALEA global, il faut poursuivre sur la voie d'une ouverture par étapes.**

Il y a deux semaines, le Conseil fédéral a entamé les négociations d'un ALEA avec l'UE. Au lieu de produire une gamme variée de produits dans divers segments du marché pour la population suisse, les paysans et transformateurs indigènes devraient donc se concentrer sur l'exportation de produits gastronomiques et labellisés destinés à une clientèle européenne aisée. Ce marché est très disputé. Les segments du marché intérieur approvisionnés principalement par les paysans suisses seraient abandonnés aux importations. Les familles paysannes suisses seraient mises en concurrence avec des entreprises agricoles industrielles de diverses régions de l'UE.

Les délégués de l'USP rejettent fermement tout ALEA avec l'UE. Même si elles ont prouvé par le passé leur capacité d'innover et leur esprit d'entreprise, les familles paysannes suisses n'y survivraient pas. Même avec la meilleure volonté du monde, elles ne parviendraient pas à compenser une perte de 50 pour cent de revenus déjà très faibles. La production végétale et les produits peu transformés seraient durement frappés. Si des mesures d'accompagnement devaient atténuer ces pertes, il faudrait leur consacrer de très importants budgets durant de nombreuses années.

Les délégués de l'USP rappellent au Gouvernement que l'agriculture n'est pas comparable aux autres branches économiques. Sa production est en effet liée à son emplacement. Elle fournit en outre une contribution à l'entretien des paysages cultivés, à la préservation des bases naturelles de la vie et à la sécurité alimentaire. En raison de la raréfaction des ressources alimentaires à l'échelle planétaire, ce dernier aspect ne cesse de reprendre de l'importance. Il ne servirait à rien d'augmenter la pression sur les prix des matières premières en ouvrant les frontières et de contraindre l'agriculture à s'adapter aux normes internationales. Le récent exemple du lait contaminé en Chine montre en effet où cela peut mener.

Les accords existants permettent déjà d'exporter dans l'UE de nombreux produits en franchise. La réciprocité étant de règle. La réalité montre pourtant que diverses barrières non-tarifaires entravent considérablement ou empêchent les échanges. Il faut commencer par les éliminer. Dans un deuxième temps, on pourra envisager d'ouvrir certains segments du marché pour des produits potentiellement exportables, comme la viande ou les produits bio. L'agriculture pourra soutenir activement ces démarches. Toute autre voie serait irresponsable.

**L'Union suisse des paysans s'oppose formellement à un accord de libre-échange agricole avec l'Union européenne. Elle exige du Conseil fédéral et des autorités un rapport, assorti d'un plan de mesures, énonçant les conditions et scénarios qui peuvent garantir l'avenir économique d'une agriculture productive durable.**